

Communiqué de presse

Nette majorité en faveur de l'imposition minimale prévue par l'OCDE, légère tendance favorable à la loi COVID-19

Sept semaines avant les votations du 18 juin 2023, la mise en œuvre de l'imposition minimale prévue par l'OCDE bénéficie d'un très net appui (son approbation atteint 77 %). De même, le soutien à la loi sur la protection du climat l'emporte (58 % d'intentions de vote favorables). Le troisième projet, la prolongation de la loi COVID-19, est le moins bien engagé, mais obtient tout de même la majorité (52 % de oui).

Zurich, le 3 mai – 20 Minuten et Tamedia viennent de réaliser sur leurs portails d'actualité le premier cycle du sondage, tous titres confondus, en prélude aux votations fédérales du 18 juin 2023. Les 26 et 27 avril, 13 133 personnes de toute la Suisse ont participé à ce sondage, dont la marge d'erreur est de 1,4 point de pourcentage.

Large soutien à l'imposition minimale prévue par l'OCDE

Huit semaines avant la votation, l'imposition minimale des grands groupes d'entreprises actifs à l'international, prévue par l'OCDE/le G20, peut compter sur une vaste approbation. Près de 77 % des votants sont décidés à la soutenir, 18 % y sont opposés et 5 % ne se prononcent pas encore. Le projet jouit d'un large appui dans tous les groupes de la population.

Les défenseurs font surtout valoir l'argument selon lequel l'imposition minimale adoptée par l'OCDE et le G20 est juste, car elle oblige les groupes actifs à l'international à payer une part plus importante de leurs impôts en Suisse. Près d'un quart d'entre eux estiment que cela endiguera le phénomène malsain de la concurrence fiscale internationale. 22 % considèrent que la non-application des règles de l'OCDE/du G20 permettrait à d'autres États d'encaisser ces impôts plutôt que la Suisse.

Pour plus de la moitié des opposants, l'argument décisif tient à ce que l'imposition minimale de l'OCDE/du G20 saperait l'activité économique de la Suisse, ce qui ferait planer une menace

d'exode des grands groupes actifs à l'international et donc de perte d'emplois. Environ un opposant sur cinq estime que l'affectation des recettes supplémentaires n'est pas définie, et que celles-ci devraient profiter à l'ensemble de la population et non pas servir à des baisses d'impôts unilatérales.

Polarisation envers la loi sur la protection du climat en fonction de la préférence partisane

Le deuxième objet, la loi sur la protection du climat et sur l'innovation, vise notamment à améliorer l'efficacité énergétique des chauffages et à encourager les investissements dans des technologies innovantes de réduction des gaz à effet de serre. 58 % des votants soutiennent le contre-projet indirect à «l'initiative pour les glaciers», 38 % y sont opposés et 4 % sont encore indécis. On observe une nette fracture politique entre les partis: les sympathisants des partis verts et de gauche ainsi que des Vert'libéraux militent ardemment en faveur de ce projet, alors que les défenseurs de l'UDC, notamment, le rejettent avec vigueur (77 % de non). Même parmi les partisans du Centre, cet objet recueille une large majorité. Seuls les électeurs du PLR sont encore relativement divisés (45 % de oui contre 49 % de non). Le projet jouit d'un large soutien auprès des femmes (60 % de oui), de la population urbaine (64 % de oui) ainsi que de la Suisse romande (64 % de oui).

Les deux arguments principaux avancés par les défenseurs sont que la Suisse doit contribuer à surmonter la crise climatique et que l'abandon des agents énergétiques fossiles réduit la dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'étranger, ce qui accroît la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Les opposants, en revanche, estiment que les énergies renouvelables ne peuvent pas compenser l'abandon des agents énergétiques fossiles. Ils considèrent en outre que la loi sur la protection du climat et sur l'innovation n'apporte rien parce que la Suisse est un petit pays qui ne peut pas agir seul contre le réchauffement climatique mondial.

Les jeunes moins enclins à soutenir la loi COVID-19

En ce qui concerne le troisième objet soumis à la votation nationale, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur la prolongation jusqu'à fin 2024 de certaines dispositions visant à lutter contre la pandémie de COVID-19. La modification de la loi fédérale concernée est soutenue par 52 % des votants, 42 % la rejettent et 6 % ne se prononcent pas encore sur leurs intentions de vote. Les partisans de l'UDC sont nettement opposés à cette prolongation (73 % de non). C'est dans la tranche d'âge la plus jeune que le soutien est le moins fort (42 %), mais il augmente avec l'âge.

La majorité des votants qui y sont favorables (51 %) sont d'avis que l'évolution du coronavirus reste imprévisible et que de nouvelles vagues restent possibles à tout moment, si bien que les autorités continuent à avoir besoin de bases légales pour pouvoir agir rapidement si nécessaire (notamment pour protéger les personnes particulièrement vulnérables ou le système de santé). Un tiers considère que la loi COVID-19 et le passe sanitaire ont le potentiel

d'éviter la fermeture d'entreprises et la réintroduction de restrictions aux droits fondamentaux s'il se produisait une nouvelle vague violente de coronavirus. L'argument principal des opposants au projet est que la pandémie de COVID-19 est terminée et n'exige plus de prendre de mesures. En outre, 31 % considère que la prolongation du passe sanitaire permettrait de poursuivre la discrimination à l'encontre des personnes non vaccinées et leur exclusion de la vie publique.

Des sondages approfondis

Les sondages de 20 Minuten/Tamedia en prélude aux votations sont réalisés en collaboration avec LeeWas. Ils modélisent les données étudiées selon des variables démographiques, géographiques et politiques afin que l'échantillon corresponde à la structure de la population appelée à voter. Une méthodologie en plusieurs étapes vérifie la plausibilité des réponses. Dans ce contexte, près de 15 % des participations sont en règle générale exclues à titre provisionnel dès qu'il se présente un ou plusieurs indices avertisseurs. Les résultats sont analysés sans délai pour que les quotidiens et les plateformes d'actualités de 20 Minuten et de Tamedia puissent en faire état rapidement et de manière étayée dans toute la Suisse. De plus amples renseignements ainsi que le rapport détaillé du sondage figurent à l'adresse tamedia.ch/umfragen.

Médias participants

Suisse romande: 20 minutes, 24 heures, Tribune de Genève, lematin.ch et Le Matin Dimanche;
Suisse alémanique: 20 Minuten, BZ Berner Zeitung, Der Bund, Tages-Anzeiger, Basler Zeitung, SonntagsZeitung et ZRZ Zürcher Regionalzeitungen;
Tessin: 20 minuti

Contact

Florian Näf, Communications and Public Affairs Manager, TX Group
+41 76 211 95 02, florian.naef@tx.group

A propos de 20 minutes

Lancé fin 1999, initialement pour un groupe cible jeune et urbain, le journal pendulaire 20 minutes s'étend par la suite en Suisse alémanique, en Suisse romande et au Tessin. Il devient le titre média suisse bénéficiant du plus fort taux de pénétration. Dans huit éditions locales, imprimées cinq fois par semaine et disponibles 24h/24 en format numérique, 20 minutes informe et distrait en trois langues par des contenus ayant trait à la politique, à l'économie, au sport et au divertissement. Sur les canaux numériques, 20 minutes propose également des vidéos, des formats audio et des technologies d'avenir. 20 minutes fait partie de TX Group et rassemble 20 Minuten, 20 minutes, 20 minuti, 20 Minuten Radio, lematin.ch, Encore et les participations à l'étranger (L'Essentiel au Luxembourg et Heute en Autriche). www.20minutes.ch

À propos de Tamedia

Tamedia est active dans le monde des médias depuis 1893. Entreprise de presse d'envergure nationale, Tamedia emploie 1400 personnes en Suisse alémanique et en Suisse romande et comprend un réseau rédactionnel de première importance. Les quotidiens et hebdomadaires, revues et plateformes d'information de Tamedia sont solidement ancrés sur le plan local tout en travaillant en réseau sur le plan international. Ils assurent la diffusion de l'information et offrent des repères ainsi que du divertissement. Tamedia compte parmi ses marques des médias réputés comme par exemple 24 heures, Basler Zeitung, Bilan, BZ Berner Zeitung, Das Magazin, Der Bund, Finanz und Wirtschaft, Le Matin Dimanche, Schweizer Familie, SonntagsZeitung, Tages-Anzeiger, Tribune de Genève et les journaux régionaux zurichoïses (ZRZ). Son portefeuille comprend également les trois plus grands centres d'impression de journaux de Suisse. Tamedia est une entreprise de TX Group.
www.tamedia.ch